



MAIRIE DE L'ISLE SUR LA SORGUE

## REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		
Référence du dossier : PC08405424F0053		
<b>Demande du :</b> <b>Date de demande de pièces :</b> <b>Dossier complet depuis le :</b>	15/07/2024 - affichée en Mairie le : 22/07/2024	Destination : Habitation
<b>Par :</b>	Monsieur WEBER MARTIN Madame JULIEN MARIE CHARLOTTE - 41 RUE DE LA REPUBLIQUE 13002 MARSEILLE	SP créée : 114.71 m <sup>2</sup>
<b>Demeurant à :</b>	41 rue de la République 13002 Marseille	
<b>Pour des travaux de :</b>	Construction d'une maison individuelle	
<b>Sur un terrain sis :</b>	1387 CHEMIN DE LA MUSCADELLE Lotissement les Résidences du Consulat, lot 2 84800 Isle sur la Sorgue - Cadasté : AP-0810	

### Le Maire de la Commune de L'ISLE SUR LA SORGUE

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,  
Vu le plan local d'urbanisme approuvé en date du 23/05/2013 modifié le 28/02/2017, révisé et modifié le 16/02/2021  
Vu le règlement de la zone UC du PLU en vigueur  
Vu le règlement et les pièces graphiques du Permis d'aménager PA 08405422F0002 en date du 24/01/2023 et son modificatif en date du 26/03/2024  
Considérant que le lotissement « Les résidences du Consulat » n'est pas achevé et ne bénéficie pas de son certificat de non opposition à la DAACT qui n'a pas été déposée.  
Considérant qu'en l'absence de ce document les permis de construire ne peuvent être accordés.  
Vu l'article R 442-18 du code de l'urbanisme.

### ARRETE

**ARTICLE UNIQUE** : Le permis de construire **est refusé** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Décision exécutoire le

08 AOUT 2024

L'ISLE SUR LA SORGUE, le 06/08/2024

Pour le Maire,

L'Adjointe déléguée à l'urbanisme,



Françoise MERLE.

**La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article R 424-12 du Code de l'Urbanisme.  
Elle est exécutoire à compter de sa transmission.**

---

#### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
  - **DUREE DE VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de 3 ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
  - **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
  - **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).
  - **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.
-